



Repenser le(s) territoires (s)

Eric Wirth, vice-président du Conseil national

14/01/2021

Et si 2021 était l'an 01 du Monde d'après ?

Le Monde d'après, vous vous souvenez, ce nouveau monde merveilleux que l'on a découvert lors du premier confinement en mars 2020 :

- un monde meilleur forcément, plus humain, plus solidaire
- un monde où contradictoirement, on s'est rapprochés des autres, et d'abord des siens
- un monde où le consumérisme forcené avait cédé la place à une consommation responsable
- un monde où l'on a découvert, ou redécouvert, nos commerces de proximité, les produits locaux et tous ces métiers « indispensables »
- un monde où la nature reprenait ses droits, y compris en ville, et où la pollution reculait
- un monde où on a tous pris la mesure de ce que l'Ordre clame depuis toujours : que le logement n'était pas un produit, encore moins financier. Que c'est un lieu de vie, où l'on se distrait, mange, travaille, dort. Un lieu qui recueille nos émotions et écrit notre histoire, personnelle et collective. Et qu'il mérite donc une conception holistique, avec comme objectif premier, le bien-être de ses occupants.

Pour ma part, je faisais partie de ces grincheux qui prédisaient que le monde d'après serait le même qu'aujourd'hui, voire pire.

Et comme je le dis malheureusement trop souvent : « j'en ai marre d'avoir raison ». Il n'y a qu'à voir notre individualisme dans notre perception de « l'injustice » du deuxième confinement, alors même que la sécurité de tous appelle de nécessaires sacrifices.

Mais je n'oublie pas que nous sommes ici à une cérémonie des vœux, un peu particulière certes, et totalement inédite, aussi faut-il être positif et optimiste !

Et je le suis ! Et comment ne pourrais-je pas l'être, alors même que nous avons changé de paradigme ? Pas en raison de la crise sanitaire, même si elle a été un vrai catalyseur. Mais tout simplement parce qu'il y a dans ce pays une vraie prise de conscience de l'urgence climatique et environnementale, et ce jusqu'aux plus hautes sphères de l'Etat.

Rendez-vous compte du chemin parcouru, ne serait-ce que depuis le début de notre mandat en 2017 ! Les sujets et les idées étaient déjà là, portés par l'Ordre des architectes et beaucoup d'autres bien sûr, mais sans traduction réelle et visible dans les actes.

Il y a peu encore, on ne jurait que par l'inévitable et nécessaire métropolisation. Et tout ce qui n'était pas métropole était codifié « territoire interstitiel ».

Aujourd'hui, on a non seulement pris conscience que la France ne se limitait pas aux métropoles, mais qu'il y avait des villes d'équilibre en déshérence, des territoires ruraux en déclin et un patrimoine naturel et agricole précieux, mis en danger par l'étalement urbain.

On a enfin compris dans ce pays que la France était diverse et multiple, que chaque territoire avait besoin de l'autre, et que la structure territoriale française n'était certes pas parfaite, mais qu'elle était une chance pour notre avenir. Et la crise sanitaire et ses corollaires (télétravail, qualité de vie, besoin d'espace, etc.) l'a indubitablement démontré.

Elle a notamment montré qu'un grand nombre de productions ne devait plus dépendre de l'étranger, et nécessitait une relocalisation chez nous.

Ces relocalisations doivent profiter en priorité aux villes moyennes, pour y générer de l'emploi, de l'activité, du développement de transports en commun, et donc de la vie sociale, de la vie culturelle, des équipements, etc. Au final, de la qualité de vie propre à attirer des populations et désengorger la pression dans les métropoles.

Les programmes Action Cœur de ville, et plus récemment Petites villes de Demain, boostés par le Plan de relance, sont les rampes de lancement de cette opération de reconquête territoriale, à laquelle, vous les architectes, devez prendre part. Vous constituez un maillage unique de plus de 30 000 professionnels compétents, répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultra-marin, et la société attend de vous que vous vous impliquiez massivement, aux côtés des collectivités et de tous les acteurs du cadre de vie, pour que les milliards investis cette année le soient au profit d'une approche environnementale et sociale et d'un véritable tournant dans la nécessaire transition écologique.

Le bâtiment est le plus gros consommateur d'énergie en France (40%), et est responsable de plus de 25% des émissions de gaz à effet de serre. Les architectes prescrivent plus de 60 milliards de travaux chaque année. Ils sont donc une partie du problème, mais c'est justement parce qu'ils sont prescripteurs qu'ils sont aussi une partie de la solution, en mettant en œuvre les matériaux écologiques et locaux, en préférant la réhabilitation à la démolition, le réemploi à la construction neuve, et en utilisant l'espace déjà urbanisé.

Le ZAN, Zéro Artificialisation Nette, qu'il aurait mieux valu appeler le ZEN, Zéro Etalement Net, est enfin dans toutes les consciences, et sera bientôt sanctuarisé dans nos textes et lois. Tout le monde y est enfin prêt, heureusement, car on ne peut plus perdre l'équivalent d'un département de terres agricoles et naturelles tous les 10 ans. Nous en avons besoin pour nourrir tout le monde et préserver notre biodiversité.

Et là encore, nos erreurs du passé sont nos chances de demain :

- nos centres-villes vides et désertés vont pouvoir être réinvestis pour offrir des lieux de vie à échelle humaine, proches des services et des commerces, voire de la campagne, et probablement plus adaptés aux phénomènes caniculaires
- les zones d'activité, les zones commerciales souvent obsolètes qui ont défigurés nos entrées de ville sont autant de gisements fonciers qui vont être les nouveaux terrains de jeu des urbanistes, paysagistes et architectes, tout comme les friches pour lesquelles l'Etat a également mis en place plusieurs programmes.
- L'échec du concept des lotissements a été rendu cruellement visible avec la crise des Gilets jaunes, otages involontaires d'un modèle créé il y a cinquante ans en réaction au modèle des grands ensembles. L'arrêt de l'artificialisation des sols naturels va permettre de restructurer ces quartiers pour qu'ils fassent ville, ou plutôt village. La nécessaire massification de la rénovation énergétique passera également par ces gisements de passoires thermiques. Le Conseil National y travaille activement.

Vous l'avez compris, l'architecte de demain ne construira pas comme hier ou comme aujourd'hui. D'ailleurs il ne va plus construire du tout, ou presque. Son talent, son engagement, il va les mettre au service de la rénovation. Il fera avec le déjà-là.

Et comme un alignement d'étoiles n'arrive jamais seul, c'est l'Europe, par la voix de la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui ajoute la dimension culturelle à ce grand projet de la rénovation, en proposant un nouveau Bauhaus européen, où l'approche culturelle et la qualité de la conception, forcément holistique, doivent être centrales.

Autant dire que la présence des architectes dans ce vaste chantier est considérée comme vitale. Il ne reste plus à chaque pays, la France en particulier, qu'à traduire cette ambition européenne en actes, afin que toutes les mesures et tous les milliards investis ne servent pas uniquement à soulager le monde économique, mais permettent de faire émerger durablement le Monde d'après, social, inclusif, écologique et foncièrement humain.